



PREFET DE L'ILLE ET VILAINE

Direction Départementale des Territoires et de la Mer

**Arrêté
fixant les modalités d'exécution du plan de chasse SANGLIERS
pour la saison 2018-2019 en Ille-et-Vilaine**

Le Préfet de la Région de Bretagne
Préfet d'Ille et Vilaine

VU les articles L.425-6 à L.425-13 du code de l'environnement ;

VU les articles R.425-1 à R. 425-13 ainsi que R.428-10 et R.428-11 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 22 janvier 2009, relatif à la mise en œuvre du plan de chasse et au marquage du gibier ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 novembre 2002 instituant le plan de chasse aux sangliers sur le département d'Ille et Vilaine ;

VU le schéma départemental de gestion cynégétique, approuvé le 12 septembre 2013 par arrêté préfectoral ;

VU les propositions formulées le 10 avril 2018 par la Commission Départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage ;

SUR proposition du Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

ARRETE

Article 1er : Pour la saison de chasse 2018-2019, sans préjudice des autres dispositions réglementaires nationales ou locales, tout détenteur d'un plan de chasse aux sangliers devra respecter les dispositions ci-dessous.

Article 2 : Tir d'été

Entre le 1er juin 2018 et l'ouverture générale, les prélèvements peuvent s'opérer à l'affût ou à l'approche. Dans ces modes de tir, le tir des laies suitées est fortement déconseillé.

Entre le 15 août 2018 et l'ouverture générale, les prélèvements peuvent également s'opérer en battue. Le tir des laies suitées est fortement déconseillé.

Article 3 : La chasse aux sangliers se pratique obligatoirement avec les armes et munitions suivantes

Chasse à l'approche et à l'affût : tir à balle (avec une arme à canon rayé à percussion centrale, munie d'une lunette de visée, développant une énergie de 1200 joules à 100 mètres) ou tir à flèche.

Chasse en battue : tir à balle (avec une arme à canon rayé à percussion centrale développant une énergie de 1200 joules à 100 mètres ou avec une arme à canon lisse) ou tir à flèche. Par ailleurs, les battues seront constituées d'au minimum 6 porteurs d'armes et 4 chiens ou 4 traqueurs.

Conformément au Schéma Départemental de Gestion Cynégétique, tout organisateur de battue grand gibier et/ou renard a l'obligation de tenir un cahier ou une fiche journalière de battue.

Chasse à courre, à cor et à cri : selon la réglementation nationale applicable

Article 4 : moyens d'identification obligatoires en battue :

En battue aux sangliers, des moyens d'identification obligatoires, de couleur vive orange, permettent aux participants de se signaler : chasubles, gilet, veste, boudrier. Les circonstances de la chasse sont signalées obligatoirement au moyen de la trompe de chasse, de la corne de chasse ou de la pibole, dont chaque chasseur doit être muni. En complément, tous les autres moyens légaux sont autorisés.

Article 5 : Marquage des animaux prélevés

Chaque animal est, préalablement à tout transport et sur les lieux même de sa capture, muni d'un dispositif de marquage à la diligence et sous la responsabilité du bénéficiaire du plan de chasse individuel.

Dans le cas où le titulaire d'un plan de chasse partage un animal, les morceaux ne peuvent être transportés qu'accompagnés chacun d'une attestation établie par le bénéficiaire du plan de chasse. Cette disposition ne s'applique pas aux titulaires d'un permis de chasser valide pendant la période où la chasse est ouverte.

Conformément à l'article R.425-11 du code de l'environnement, tout animal ou partie d'animal destiné à la naturalisation doit être accompagné du dispositif de marquage ou de l'attestation jusqu'à l'achèvement de la naturalisation.

Article 6 : dépassement du maximum autorisé

Tout animal tué en contravention au plan de chasse, et notamment tout dépassement du maximum autorisé, entraînera les sanctions prévues par les articles R428-9, R428-15 et R428-16 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions prévues par le cahier des charges de la location du droit de chasse sur le territoire intéressé.

Article 7 : retour des cartes de prélèvements (carte T)

Le détenteur du droit de chasse devra envoyer au fur et à mesure les cartons réponses (carte T) complétés mis à sa disposition par la Fédération Départementale des Chasseurs, dans les 48 heures suivant le prélèvement de l'animal.

Article 8 : Le directeur départemental des territoires et de la mer, le Secrétaire général de la Préfecture, le chef du service départemental de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage ainsi que tous les agents ayant compétence en matière de police de la chasse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

07 MAI 2018

Rennes, le
La Cheffe du Service Eau et Biodiversité


Catherine DISERBEAU

La présente décision peut être contestée :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte dans les deux mois suivant la publication ou la notification de la décision considérée, le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emportant décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois ;
- par recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent dans les deux mois suivant la notification de la décision considérée, le délai de recours gracieux étant interruptif du délai de recours contentieux.